



























choisis par « les leurs » mais se nommèrent simplement eux-mêmes, ou bien furent poussés par d'influents groupes d'intérêts. En 1996, les membres du *Guurti* et les autorités traditionnelles dirigeantes du Somaliland avaient donc perdu leur « innocence ». Leur intégration à l'appareil d'État du Somaliland les avait forcés à prendre parti et à s'engager dans l'arène politique « nationale ». Dans bien des cas, ils devinrent parties intégrantes des conflits en cours et susceptibles d'être manipulés ou corrompus<sup>28</sup>. Ils continuaient pourtant d'intervenir occasionnellement dans des situations de crise et à faire office de médiateurs entre clans, lignages, familles et groupes d'intérêt politiques.

Le *shir* de Hargeysa marqua également un tournant décisif dans la relation déjà difficile entre les Dhulbahante et le gouvernement du Somaliland. Une fois encore, comme cela avait été le cas lors du *shir* de Boorama, des forces anti-Somaliland avaient organisé un « contre-*shir* » à Boocame en 1996, parallèlement à la réunion de Hargeysa. Cette conférence fut désignée comme « Boocame II » et renforçait le pouvoir de la faction anti-Somaliland au sein du clan Dhulbahante.

Malgré ses lacunes, la conférence de Hargeysa permit au Somaliland d'avancer dans sa reconstruction politique, économique et sociale. Durant la seconde moitié des années 1990, le Somaliland prit forme en tant qu'entité politique au cours d'une lutte pour le pouvoir mettant aux prises les principaux hommes politiques, la communauté d'affaires, des vétérans du SNM, des autorités traditionnelles, des membres de la société civile naissante et des acteurs de la diaspora. En dépit de l'importance que la plupart des habitants du Somaliland accordent à l'islam et du fait que le Somaliland est officiellement un État islamique, les dignitaires religieux ne jouèrent pas un rôle très visible dans le processus de formation étatique au Somaliland. Au sein du gouvernement, les civils et les bureaucrates prirent successivement le dessus sur les anciens cadres du SNM. Dans un tel contexte, les hommes politiques isaaq qui avaient servi dans les rangs de l'administration de Maxamed Siyaad Barre jusqu'en 1990, revinrent au pouvoir au Somaliland. Il n'était pas anodin d'entendre des gens ordinaires à Hargeysa en 2003 et 2004 qualifier les membres du gouvernement de « *faqash* ». *Faqash* est un terme péjoratif qui peut être traduit par « collaborateur » ou, plus généralement, par « saleté ». Il était utilisé par le SNM pour qualifier ses ennemis, les serviteurs du gouvernement de Maxamed Siyaad Barre.

---

28. M. V. Hoehne, « From Pastoral to State Politics: Traditional Authorities in Northern Somalia », in L. Buur et H. M. Kyed (dir.), *State Recognition and Democratisation in Sub-Saharan Africa: A New Dawn for Traditional Authorities ?*, New York, Palgrave, 2007, p. 155-182.

Le gouvernement de Hargeysa parvint ensuite à mieux asseoir son autorité sur le Somaliland du centre et de l'ouest dans les domaines de l'administration et du contrôle des ressources économiques. Il commença aussi à étendre son influence sur certaines régions plus périphériques, en particulier Sanaag au nord-est et Awdal dans l'ouest du pays. Les institutions étatiques ne détenaient cependant pas le monopole de la violence légitime. Les clans et les individus conservaient leurs armes légères. Dans la population, la gestion des affaires criminelles (depuis le vol à l'étalage jusqu'au meurtre) était généralement aux mains des anciens. Dans les cas où la police intervenait, elle le faisait seulement en accord avec l'autorité traditionnelle concernée.

Après la guerre civile, une importante diaspora somalienne s'était formée à l'étranger, particulièrement en Europe et en Amérique du Nord. Elle complétait celle qui s'était développée dans les années 1970 dans la péninsule arabique dans le cadre des migrations de travail vers les États pétroliers<sup>29</sup>. Les transferts de fonds individuels de Somaliens vivant à l'étranger garantirent la survie des familles et une « richesse » modérée aux habitants du Somaliland. Les initiatives collectives de la diaspora, qui resserraient fréquemment les liens d'un même clan, d'un même lignage ou d'une même ville, contribuèrent à la création d'infrastructures basiques comme des écoles, des hôpitaux, et mêmes des universités. Mais les acteurs de la diaspora s'engageaient aussi de plus en plus en politique. Certains s'impliquaient dans la consolidation de la paix, d'autres soutenaient des hommes politiques locaux ou des autorités traditionnelles, ou même rentraient au Somaliland pour tenter d'asseoir une position politique « au pays »<sup>30</sup>. Les principes permettant à ces diverses forces sociales et politiques (pas toujours harmonieuses) de travailler en commun reposaient sur la reconnaissance mutuelle et la volonté de maintenir la paix<sup>31</sup>. Il s'agissait sans doute d'une forme modérée d'ingérence « extérieure » fondée sur la famille, mais qui restait contrôlable par les acteurs eux-mêmes. Par contraste, les interventions militaires et humanitaires de grande envergure au sud de la Somalie entre 1992 et 1995 y favorisèrent clairement l'escalade du conflit<sup>32</sup>.

29. J. Gundel, « The Migration-Development Nexus: Somalia Case Study », *International Migration*, vol. 40, n° 5, 2002, p. 255-281.

30. M. V. Hoehne, « Diasporisches Handeln in Bürgerkrieg und Wiederaufbau: Beispiele aus Somalia und Somaliland », *Friedens-Warte*, vol. 85, n° 1-2, 2010, p. 83-103.

31. L. Ciabbari, « No Representation without Redistribution: Somaliland Plural Authorities, the Search for a State and the 2005 Parliamentary Elections », in A. Bellagamba et G. Klute (dir.), *Beside the State: Emergent Powers in Contemporary Africa*, Cologne, Rüdiger Köppe, 2008, p. 55-73.

32. L'exemple du rôle de certains membres de la diaspora dhulbahante lors de la conférence de Boocame (voir *supra*) montre que les acteurs diasporiques étaient également prompts à s'impliquer dans une escalade du conflit.



### *La formation d'un « Somaliland imaginé »*

La vision d'un Somaliland comme État indépendant habité par une communauté ou nation particulière gagna en substance à travers de multiples événements : la création de *Radio Hargeysa* en 1991 ; la fondation de plusieurs journaux quotidiens comme *Jamhuuriya* et *Haatuf* durant les années 1990 et au début des années 2000 ; l'introduction déjà évoquée d'une monnaie nationale en 1994 ; celle d'un nouveau drapeau et d'un hymne national en 1996 ; le développement d'un programme scolaire du Somaliland à partir de 1997 ; l'érection de monuments nationaux dédiés à la guerre civile en 2001... Le symbolisme du nouveau drapeau est particulièrement intéressant. Durant les six premières années, le Somaliland utilisa le drapeau du SNM, blanc avec un cercle vert au centre et portant en haut l'inscription « Allahu Akbar » (« Dieu est le plus grand ») écrite en arabe. En octobre 1996, alors que le dernier *shir* national débutait à Hargeysa, un nouveau drapeau fut introduit, composé de trois bandes horizontales verte, blanche et rouge, de l'inscription écrite en arabe « La ilaha illallah Muhammad rasulallah » (« Il n'y a de dieu que Dieu et Muhammad est son prophète ») dans le champ vert, et d'une petite étoile noire à cinq branches placée au centre dans le champ blanc. La signification des couleurs était : le vert pour la prospérité, le blanc pour la paix, le rouge pour les combattants tombés. L'étoile noire indiquait la « mort » de l'idée de la « Grande Somalie »<sup>33</sup>.

Depuis 1991, le 26 juin et le 18 mai étaient célébrés tous les ans comme les dates respectives de l'indépendance originelle du Somaliland vis-à-vis de la domination coloniale britannique, et de son indépendance « renouvelée ». D'autres célébrations importantes non officiellement fériées étaient le 6 avril, le Jour du SNM (créé à Londres le 6 avril 1981), et le 17 octobre, le Jour des combattants tombés du SNM (en somali : *Maalinta Shuhadada*<sup>34</sup>). Ce dernier commémorait une bataille particulièrement décisive contre l'armée nationale somalienne dans un lieu appelé Burco Duuray, le 17 octobre 1984. Une autre institution liée à la vision d'un Somaliland comme espace politique autonome était la War Crimes Investigation Commission (*Xafiiska Badhitaanka Xasuuqa*), auparavant dénommée Technical Commission for the Investigation of War Crimes. Cette commission avait été établie en août 1997 après que de fortes

33. Par contraste, l'étoile blanche à cinq branches sur fond bleu ciel du vieux drapeau somalien exprimait l'idée de la Grande Somalie, incluant les Somalilands anglais et italien de même que les territoires somaliens de Djibouti, d'Éthiopie et du Kenya.

34. *Shuhadada* est le pluriel somali du mot *shihid*, emprunté à l'arabe et désignant un combattant mort dans l'accomplissement du jihad. Le SNM avait qualifié de jihad sa lutte contre le régime Barre.

pluies à la mi-mai eurent mis au jour plusieurs fosses communes à Hargeysa et dans ses alentours, contenant les restes de centaines de corps. En décembre 1997, une équipe d'experts médico-légaux de l'ONU visita Hargeysa et confirma le caractère suspect des meurtres. Des revendications pour la création d'un tribunal destiné à juger les crimes de guerre furent occasionnellement exprimées. Néanmoins, le président Cigaal y était opposé. Dans une interview donnée en mai 2001, il expliqua qu'il serait très difficile d'identifier les auteurs exacts puisqu'il y avait eu des informateurs de l'armée nationale parmi les populations civiles (ce qui voulait dire des Isaaq) dans le nord<sup>35</sup>.

Les politiques mentionnées ci-dessus, les symboles et les commémorations ont facilité le développement d'une « communauté imaginée » au Somaliland<sup>36</sup>. Ils ont donné du poids à sa qualité d'État *de facto* et sont allés de pair avec le développement des institutions créées à Boorama en 1993.

### *Une communauté politique fragmentée*

Il faut souligner que – contrairement à ce que Mark Bradbury laisse entendre dans son étude du processus consistant à « devenir le Somaliland<sup>37</sup> », qui brosse à grands traits les différences régionales dans l'histoire et la vie politique du Somaliland – les processus de formation étatique et de construction d'une communauté décrits jusqu'ici ne concernent qu'une partie du pays, soit la région qui va de Boorama à Burco et Ceerigaabo et ses habitants. Mark Bradbury ignore en outre le fait que les expériences historiques et les orientations politiques des Isaaq et de l'élite politique gouvernant le Somaliland étaient loin d'être homogènes. Les membres de l'ancienne génération en particulier, qui avaient grandi durant les beaux jours du nationalisme somalien, acceptaient mal la sécession définitive de la Somalie et la mort de la vision d'une « Grande Somalie »<sup>38</sup>.

Au-delà du « noyau du Somaliland », le consensus politique demeurerait fragile. Des membres des clans dhulbahante et warsangeeli de Sool et de l'est de Sanaag, ainsi que certaines parties du sud Togdheer – soit approximativement

35. « Africa's 55th President, Egal of Somaliland », *Afrol News*, mai 2001, disponible sur <afrol.com>

36. B. Anderson, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1983.

37. M. Bradbury, *Becoming Somaliland*, *op. cit.*

38. Durant un entretien, un ancien ministre du Somaliland a ainsi fait l'éloge de la beauté de Mogadiscio avant la guerre. Il a conclu en déclarant : « je vous dis une chose : s'il y a la loi, l'ordre et un gouvernement à Mogadiscio, et si l'on rend aux gens leurs propriétés et que tout un chacun peut s'y sentir en sécurité, personne ne restera à Hargeysa ; tout le monde s'en ira à Mogadiscio ». Entretien anonyme, Hargeysa, 19 septembre 2003.





30 % du territoire et 20 % de la population (voir cartes I et II ci-dessus) – se distançaient de plus en plus de l'idée d'un Somaliland indépendant. Les membres de ces clans se sentaient politiquement et économiquement marginalisés par Hargeysa. De plus, les groupes non-isaaq avaient eu une expérience de l'histoire somalienne différente de celle de la plupart des Isaaq. Les monuments, fêtes nationales et autres symboles du Somaliland ne provoquaient souvent chez eux ni résurgence de souvenirs « héroïques » ni sentiment d'appartenance commune. Les symboles du Somaliland représentaient au contraire pour beaucoup de Warsangeeli et de Dhulbahante la défaite des valeurs et visions qu'ils avaient défendues jusqu'en 1991, et que beaucoup continuaient à défendre même si le pragmatisme politique leur dictait de faire des concessions face à la majorité isaaq et à la puissance de feu écrasante du SNM. Ceux qui, parmi les Dhulbahante et les Warsangeeli, se définissaient de plus en plus en opposition au Somaliland trouvèrent une nouvelle « patrie » au Puntland.

#### **LE PUNTLAND, « L'AUTRUI SIGNIFICATIF » DU SOMALILAND**

Le Puntland fut fondé au nord-est de la Somalie. Cette région était majoritairement peuplée de Majeerteen et gouvernée depuis 1991 par les forces regroupées du SSDF, en coopération avec les autorités traditionnelles locales. Au milieu des années 1990, les membres du SSDF participèrent à plusieurs conférences, organisées notamment à Sodere (Éthiopie) et au Caire et ayant pour objectif de reconstruire la Somalie. Ces conférences n'ayant pas de résultats tangibles, les habitants et leaders politiques du nord-est décidèrent de bâtir leur propre administration. Ils appelèrent à un *shir* semblable à celui qui avait eu lieu auparavant au Somaliland. Le *shir* qui conduisit finalement à l'établissement du Puntland eut lieu dans la ville de Garoowe entre mai et août 1998. Les participants étaient des figures militaires, des intellectuels, des membres de la diaspora et des autorités traditionnelles. Ils venaient de tous les clans du nord-est; des membres des clans Dhulbahante et Warsangeeli résidant dans l'est du Somaliland participaient aussi à la réunion. Généalogiquement, les habitants du nord-est de la Somalie et de l'est du Somaliland étaient pour la plupart des descendants d'un ancêtre nommé Harti, qui lui-même descendait de darood. Avant que l'État ne s'effondre en Somalie, Harti n'avait pas joué un rôle très significatif dans la politique des clans somaliens. Il devint important uniquement comme point de référence généalogique dans le contexte de l'affrontement entre clans autour de la ville

de Kismaayo dans le sud<sup>39</sup>, dans la défense des Majeerteen du nord-est contre les forces Hawiye à Gaalkacyo<sup>40</sup>, et en relation avec la prise de distance grandissante des Dhulbahante et des Warsangeeli vis-à-vis du Somaliland.

La création de l'État du Puntland fut officiellement déclarée le 16 août 1998 par son président fondateur, le colonel Cabdullahi Yuusuf. Garoowe devint sa capitale. La Charte de l'État du Puntland, qui faisait office de constitution préliminaire de la nouvelle entité politique, suivait « le modèle de la Charte nationale de Boorama, qui avait formalisé la naissance du Somaliland<sup>41</sup> ». Nous avons déjà montré ailleurs que le Puntland a émergé en mimant le cadre institutionnel qui avait été précédemment utilisé pour établir le Somaliland<sup>42</sup>. Le Puntland fut en effet initialement fondé selon une formule similaire intégrant les clans et leurs dirigeants, traditionnels ou non. Cependant, le rôle des autorités traditionnelles n'était pas institutionnalisé dans la Charte du Puntland, contrairement à ce qui avait prévalu au Somaliland.

Les intérêts politiques à l'œuvre dans la fondation du Puntland étaient diamétralement opposés à ceux fondant la vision du Somaliland. Le Puntland ne revendiquait pas son indépendance vis-à-vis de la Somalie. Au contraire, l'article 1.4 de la Charte posait : « le Puntland constitue une partie de la Somalie et il s'efforce de recouvrer l'unité du peuple somalien et d'œuvrer à la création d'un gouvernement somalien fondé sur un système fédéral ». Le Puntland fonctionne donc comme une administration régionale autonome (en somali : *maamul goboleed*). L'article 1.2 de la Charte confirmait que le territoire du Puntland comprenait les régions de « Bari, Nugaal, Sool, du sud Togdheer (district de Buuhoodle), de Mudug (à l'exception des districts de Hobyo et Xaradheere) et l'est, le sud et le nord-est de Sanaag ». Ceci signifie que le Puntland, du moins sur le papier, coupait les territoires Dhulbahante et Warsangeeli du Somaliland. Il savait ainsi la prétention de Hargeysa aux frontières coloniales, ce qui renforçait la revendication de reconnaissance internationale du Somaliland.

39. Kismaayo, importante ville portuaire située à environ 450 kms au sud de Mogadiscio, a accueilli une population majeure importante depuis l'époque du colonialisme italien. Des Dhulbahante y ont aussi émigré dès le début du XX<sup>e</sup> siècle. Au début des années 1990, la ville était hautement contestée par les deux groupes dissidents du Somali Patriotic Movement (SPM), qui avait à l'origine été un mouvement ogadeen. Un des groupes dissidents était le SPM « Harti ».

40. Les forces de l'USC loyales à Maxamed Faarax Caydiid tentèrent de s'étendre vers le nord-ouest en 1991. Les troupes SSDF/Majeerteen dirigées par Cabdullahi Yuusuf les combattirent à Gaalkacyo jusqu'en 1993. Le conflit se termina par la division de la ville en deux parties : l'une hawiye, l'autre darood/harti.

41. F. Battera, « Remarks on the 1998 Charter of the Puntland State of Somalia », Nairobi, United Nations Development Office for Somalia (UNDOS), 1999, p. 4.

42. M. V. Hoehne, « Mimesis and Mimicry... », art. cit.

Federico Battera a supposé à juste titre dès le début que « l'est du Somaliland pourrait devenir une zone tampon entre deux entités, sans souveraineté clairement définie<sup>43</sup> ». Il pensait cependant à tort que l'incorporation par le Puntland des territoires harti au nord pourrait convaincre le Somaliland d'abandonner sa prétention à l'indépendance. Il en voyait la confirmation dans une déclaration du président Maxamed Xaaji Ibraahim Cigaal au journal *Al-Hayat*, parue le 21 février 1999 et dans laquelle il annonçait qu'il serait favorable à une Somalie unifiée dans le cadre d'un système confédéral. Cette déclaration souleva des protestations véhémentes de la majorité des habitants du Somaliland central<sup>44</sup>. Nous soutenons pour notre part que la création du Puntland a plutôt renforcé le « noyau du Somaliland ». Il lui a fourni un « autrui significatif » dans le nord de la Somalie, contre lequel la communauté politique se définit continuellement<sup>45</sup>.

Les trois premières années du Puntland ont été marquées par des conflits internes. Alors que le partage du pouvoir entre les différents clans harti était régulé (les Majeerteen prirent la présidence, les Dhulbahante la vice-présidence, les Warsangeeli la présidence du Parlement etc.), les tensions s'accrurent au sein du clan dominant majeerteen. Les lignages cusman maxamuud et cumar maxamuud rivalisaient pour la domination politique et économique. Les premiers constituaient la lignée aristocratique dirigeante des Majeerteen. Ils dominaient le port de Boosaaso, le pôle économique du Puntland. Les Cumar Maxamuud étaient considérés comme la branche « nomade » et « guerrière » ; il s'agissait du groupe d'origine du président Cabdullahi Yuusuf. Le Président se fit des ennemis en ne respectant pas les exigences constitutionnelles de la décentralisation. Il se vit accusé de diriger un « État autocratique » dans lequel les postes étaient avant tout attribués aux partisans de l'administration, et où les finances étaient gérées de manière non-transparente par lui seul. Sous la présidence de Yuusuf, l'État devint le principal employeur, avec environ 7000 fonctionnaires, dont 4500 étaient dans les forces de sécurité. Les salaires des fonctionnaires consommaient autour de 90 % des recettes publiques. La croissance de l'appareil sécuritaire apparaissait comme une caractéristique de Cabdullahi Yuusuf, généralement considéré comme un « soldat ». Elle résultait aussi de la « démobilisation » des milices claniques. Un grand nombre d'unités non-régulières avaient en effet

43. F. Battera, « Remarks on the 1998 Charter... », art. cit., p. 12.

44. *Ibid.*, p. 13.

45. F. Barth, « Introduction », in F. Barth (dir.), *Ethnic Groups and Boundaries. The Social Organization of Culture Difference*, Londres, Allen and Unwin, 1969, p.9-38.

été intégrées à la police ou à l'armée, ce qui avait finalement contribué à la sécurité dans la région<sup>46</sup>.

En 2000, le gouvernement de Djibouti accueillit une conférence nationale pour la paix en Somalie à Arta, une localité située au sud-est de la ville de Djibouti. Cette conférence était soutenue par la communauté internationale. Elle eut pour résultat l'établissement d'un Gouvernement national de transition (Transitional National Government, TNG). Cette conférence ignorant l'existence du Somaliland et du Puntland, les deux administrations boycottèrent l'initiative. Au Puntland, les opposants à Yuusuf saisirent leur chance en s'alliant au TNG et en se mobilisant contre le président, dont le mandat devait officiellement expirer mi-2001. En novembre 2001, des autorités traditionnelles élirent Jaamac Cali Jaamac, de la lignée cusman maxamuud, comme nouveau président du Puntland. Cabdullahi Yuusuf se retira vers sa ville natale de Gaalkacyo où il rassembla ses forces. Dans l'après-11 septembre 2001, Yuusuf réussit à disqualifier Jaamac Cali Jaamac et ses alliés du gouvernement TNG au sud, les accusant d'être des « terroristes »<sup>47</sup>, ce qui lui assura le soutien de l'Éthiopie. La faction de Yuusuf évinça Jaamac Cali Jaamac du Puntland début 2002. Le Somaliland soutint les forces anti-Yuusuf. Un accord au Puntland fut atteint en 2003 et Cabdullahi Yuusuf parvint à se rétablir au poste de président pour les années à venir.

Le conflit entre le Somaliland et le Puntland à propos des territoires frontaliers contestés s'accrut. Entre 1998 et 2002, les deux camps s'étaient contentés d'établir des administrations croupions ainsi que des forces de police et militaires dans les villes et villages clés des territoires dhulbahante et warsangeeli de Sool, Sanaag et du sud de Togdheer. Fin 2002, le Somaliland prit néanmoins une initiative décisive. Alors que le Puntland se trouvait affaibli par un conflit interne, le président du Somaliland, Daahir Rayaale Kaahin, visita Laascaanood, la capitale de la région de Sool, ce qui déclencha un affrontement entre les troupes du Somaliland et du Puntland. Choquée par l'événement, Hargeysa retira ses forces et son administration fantôme de Laascaanood<sup>48</sup>. Les forces du Puntland se retirèrent également. Une année durant, Laascaanood fut abandonnée aux pouvoirs locaux. En décembre 2003, les forces de police du Puntland affrontèrent à nouveau l'armée du Somaliland

46. A. Y. Farah, *Troubled Transition in Puntland State of Somalia (PSS), 1998-2001*, Nairobi, UNDP Resource Centre, 2002.

47. Le TNG entretenait de proches relations avec certains groupes islamistes réformistes en Somalie, en particulier avec Al Islaax. Ce dernier n'est cependant pas une organisation militante ou terroriste.

48. M. V. Hoehne, « Political Identity, Emerging State Structures and Conflict in Northern Somalia », *Journal of Modern African Studies*, vol. 44, n° 3, 2006, p. 397-414.

à Sool et, à l'automne 2004, le conflit entre les deux centres sur la périphérie de Sool atteignit son paroxysme en lien avec certains événements « extérieurs » concernant la Somalie.

Suite aux attaques terroristes du 11 septembre 2001, les puissances occidentales s'inquiétèrent de plus en plus de l'absence d'État en Somalie. Une conférence pour la paix et la réconciliation en Somalie, soutenue financièrement par la communauté internationale, s'était ouverte en octobre 2002 au Kenya sous les auspices de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Le Somaliland avait refusé d'y participer mais le Puntland s'y était rendu. Le programme visant à établir un État fédéral en Somalie était compatible avec les dispositions de la Charte du Puntland. Le Gouvernement fédéral de transition (Transitional Federal Government, TFG) fut mis sur pied à Mbagathi, près de Nairobi, à la mi-2004. Ses membres élirent le président du Puntland, Cabdullahi Yuusuf, comme nouveau président de la Somalie le 10 octobre 2004. L'une des premières annonces du nouveau président consista à indiquer qu'il ne tolérerait pas l'éclatement de la Somalie. Dans ce contexte, la confrontation entre le Somaliland et le Puntland prit une nouvelle tournure. Le 29 octobre 2004, les armées des deux États s'affrontèrent quelques 30 kilomètres à l'ouest de Laascaanood. Politiquement, le choc n'apporta aucun résultat décisif : Laascaanood restait sous autorité du Somaliland. Néanmoins, les hommes politiques de Hargeysa et leurs électeurs qui, en 2004, avaient déjà développé un fort sentiment d'appartenance à l'État du Somaliland, ne pouvaient plus feindre d'ignorer les problèmes aux marges orientales de leur espace politique. La situation resta tendue mais aucun nouvel affrontement n'eut lieu sur le territoire contesté durant plusieurs années. Jusqu'à présent, la ville et ses alentours sont restés sous le contrôle du Somaliland. Il est à noter que le conflit qui oppose les deux administrations dans le nord n'a pas tant pour objet le territoire et ses ressources, même s'il semble que du pétrole puisse être découvert dans les régions de Sool et de Sanaag, que de faire triompher une vision politique – le Somaliland défendant la division de la République somalienne postcoloniale tandis que le Puntland est favorable à l'unité de la Somalie.

#### **LA DÉMOCRATISATION AU SOMALILAND**

Indépendamment des problèmes dans l'« Est », le Somaliland entama au début des années 2000 la transition d'une représentation clanique à une démocratie multipartite. Le conflit entre le président Cigaal et le parlement sur le développement de la constitution s'était soldé par un compromis

en 2000. La constitution confirmait l'indépendance du Somaliland dans son premier article. Elle proclamait la nature présidentielle du régime et prévoyait l'instauration d'une démocratie électorale multipartite. Quand le référendum sur la constitution se tint en mai 2001, il s'agit essentiellement d'un vote pour ou contre l'indépendance du Somaliland, en particulier dans le contexte de l'établissement du TNG, reconnu par la communauté internationale comme le gouvernement de la Somalie. Le résultat officiel du référendum indiqua que 97 % des électeurs inscrits (environ 1,18 million de personnes) avaient approuvé la constitution<sup>49</sup>. Les observateurs internationaux évaluèrent positivement le référendum même s'ils n'étaient pas assez nombreux pour produire un rapport sur le scrutin faisant autorité pour tout le pays. À Sool, à l'est de Sanaag et au sud de Togdheer en particulier, peu de gens s'inscrivirent pour voter. Néanmoins, et puisque le nombre de votants représentait environ les deux tiers des électeurs potentiels, l'approbation de 97 % des votants signifie *grosso modo* que 65 % des électeurs potentiels ont validé la constitution, et par conséquent l'indépendance du Somaliland<sup>50</sup>.

Les initiatives consécutives à ce référendum furent l'introduction des partis politiques et la préparation des élections locales. En plein milieu de ce processus, le 5 mai 2002, Maxamed Xaaji Ibraahim Cigaal mourut et fut remplacé par le vice-président, Daahir Rayaale Kaahin, pour la durée restante de son mandat. Le 15 décembre 2002, six organisations politiques s'opposèrent durant les élections locales. En termes de suffrages, les trois premières places furent remportées par l'Udub<sup>51</sup>, Kulmiye<sup>52</sup>, et l'Ucid<sup>53</sup>. Ils devinrent ainsi les trois partis politiques nationaux qui allaient peser sur la vie politique du Somaliland pour les années à venir<sup>54</sup>. L'Udub, le parti du président en fonction, devint le parti dirigeant alors que les deux autres partis s'inscrivirent dans

49. Ce chiffre de 1,18 million d'électeurs inclut sans doute un nombre important de gens qui ont voté deux fois ou plus. Lors des élections parlementaires de 2005, seuls 674 000 électeurs furent comptabilisés.

50. M. Bryden, « A State-within-a-failed-state: Is Somaliland Headed for Recognition or Reunification? », in P. Kingston et I. S. Spears (dir.), *States-Within-States: Incipient Political Entities in the Post-Cold War Era*, New York, Palgrave Macmillan, 2004. p. 167-188.

51. Udub est l'acronyme de *Ururka Demoqraadiga Ummada Bahowdey* (Parti de l'alliance démocratique populaire). Le mot somali *udub* désigne également le pilier central de la hutte nomade.

52. Étymologiquement, Kulmiye vient de *kulan*, qui signifie « réunion ». *Kulmiye* est aussi un terme personnel qui désigne quelqu'un qui rassemble les gens.

53. Ucid est l'acronyme de *Ururka Caddaaladda iyo Daryeelka* (Parti de la justice et du développement). Le terme fait également référence à la locution somali *u cid*, qui signifie « être responsable de » ou « s'occuper de ». Faysal Cali Waraabe, le président de l'Ucid, avait l'habitude de déclarer dans ses discours « *Somaliland anaga u cid ah* » (« Nous sommes responsables/Nous nous occupons du Somaliland »).

54. L'article 9 de la Constitution du Somaliland prévoit l'existence de seulement trois partis nationaux. Il s'agissait d'une mesure destinée à contrer les divisions claniques.

l'opposition. La première élection présidentielle démocratique se tint le 14 avril 2003. Daahir Rayaale Kaahin l'emporta avec une avance minimale de 80 voix. Ce résultat fut contesté par Kulmiye. La Cour suprême du pays trancha en faveur du vainqueur et l'opposition finit par s'incliner face à la pression publique grandissante. Les élections parlementaires eurent lieu le 29 septembre 2005. Alors que l'Udub remporta le plus grand nombre de sièges, Kulmiye et l'Ucid s'allièrent pour former une opposition représentant environ 60 % de la Chambre des représentants. Tant la présidentielle que les élections législatives furent considérées comme raisonnablement libres et équitables par les observateurs internationaux<sup>55</sup>.

Il est à noter que les élections parlementaires ne concernèrent que la chambre basse du parlement. Conformément à l'article 58 de la constitution, l'élection du *Guurti* devait se tenir un an après celle de la Chambre des représentants, c'est-à-dire en septembre 2006. Le 6 mai 2006, la Chambre des anciens se prononça cependant en faveur d'un décret présidentiel, soutenu par un avis de la Cour suprême du Somaliland, qui prolongeait le mandat du *Guurti* de quatre ans<sup>56</sup>. Ces décisions provoquèrent de fortes protestations de la part des partis d'opposition, des organisations de la société civile, de la population et de certaines autorités traditionnelles. Le débat mit en évidence le fait que les anciens et les autorités traditionnelles qui avaient étroitement collaboré avec le gouvernement avaient perdu le contact avec leur base. Bien des gens au Somaliland et dans les territoires contestés par le Somaliland et le Puntland se plaignaient du fait que les anciens étaient devenus semblables à des politiciens. Les hommes politiques (en somali : *siyaasi*, sing. ; *siyaasiin*, plur.) étaient souvent stigmatisés par les gens du nord de la Somalie comme égoïstes et manquant d'un sens des responsabilités vis-à-vis de la communauté prise au sens large. Ils étaient également considérés comme générant des conflits plutôt que comme œuvrant pour la paix, la stabilité et la cohésion sociale. Par opposition, les « véritables » autorités traditionnelles étaient présentées comme les « chefs » (*madax*) de leur groupe parce qu'à même de prendre les bonnes décisions et de travailler à la cohésion et à la paix<sup>57</sup>. Une personne interrogée se plaignait ainsi : « aujourd'hui, les autorités traditionnelles travaillent pour le gouvernement et ce sont les politiciens qui dirigent le clan ; avant les deux [types d'] autorités étaient séparées ; aujourd'hui elles sont mélangées<sup>58</sup> ».

55. U. Terlinden et M. H. Ibrahim, « Somaliland : A Success Story of Peace-Making, State-Building and Democratisation ? », in E.-M. Bruchhaus et M. M. Sommer (dir.), *Hot Spot Horn... op. cit.*, p. 68-85.

56. En 2010 l'élection du *Guurti* n'a pas eu lieu non plus.

57. Entretien avec Axmed Bando, Maxamed Muuse et Ibraahim Gacameyere, Ceerigaabo, 23 mai 2004.

58. Entretien avec Sheekh Aboqor, Ceerigaabo, 12 mai 2004.

À l'évidence, le développement du Somaliland comme État *de facto* s'est accéléré entre 2000 et 2005. Il est allé de pair avec une exigence croissante de reconnaissance internationale de la part des partisans actifs du Somaliland. Le processus de démocratisation a également renforcé l'argumentaire du groupe restreint mais énergique des «lobbyistes internationaux du Somaliland», qui affirmaient, à l'instar de Iqbal Jhazbhay et David Shinn, que le Somaliland était le «secret le mieux gardé d'Afrique<sup>59</sup>». Ce faisant, ils insistaient sur le fait que malgré son caractère démocratique paisible et les signes d'un développement économique modeste, il n'était toujours pas reconnu par la communauté internationale.

Malgré les succès du Somaliland, certains problèmes demeurent. D'abord dans la vie politique de tous les jours, où la politique clanique se poursuit dans les partis et, par conséquent, au sein de toutes les institutions gouvernementales, dont le cabinet et le parlement. Les positions dirigeantes sont réparties entre les membres des différents groupes claniques. En l'absence de divergences idéologiques entre les trois partis, la mobilisation des militants de chacun d'entre eux se fait selon des clivages claniques<sup>60</sup>, d'où le terme de démocratie «inachevée» qui caractérise le Somaliland jusqu'à ce jour. De plus, le processus de démocratisation souligné plus haut ne s'est déroulé que de manière fort incomplète, voire n'a pas eu lieu du tout à Sool, à l'est de Sanaag et au sud de Togdheer où les Dhulbahante et les Warsangeeli résident, ce qui a eu pour effet une sous-représentation de ces clans dans les institutions gouvernementales du Somaliland<sup>61</sup>. Les périphéries harti de l'est sont en outre largement restées hors d'atteinte de Hargeysa. Quand le Puntland a commencé à y intervenir, le conflit entre le Somaliland et le Puntland a, comme on l'a vu, pris un tour violent.

**P**ersonne n'aurait pu prédire au début des années 1990 le succès de l'État du Somaliland et, dans une certaine mesure, du processus de construction nationale qui s'y est déroulé. Il est certain que le Somaliland n'est pas simplement aujourd'hui la continuation de l'ex-protectorat britannique, même

59. I. Jhazbhay, «Somaliland: Africa's Best Kept Secret, a Challenge to the International Community?», *African Security Review*, vol. 12, n° 4, 2003, p. 77-82; D. H. Shinn, «Somaliland: The Little Country that Could», *CSIS Africa Notes*, n° 9, 2002.

60. Ceci ne signifie pas que règne un «pur clanisme» ou qu'un parti soit contrôlé ou soutenu seulement par un clan. Dans chaque parti, chaque clan a sa part. Toutefois, les positions au sein du gouvernement et dans les partis sont plutôt attribuées sur la base de l'appartenance clanique que sur celle du mérite individuel ou de l'élection.

61. S. J. Hansen et M. Bradbury, «Somaliland: A New Democracy in the Horn of Africa?», *Review of African Political Economy*, vol. 34, n° 113, 2007, p. 461-76.



si cela est souvent mis en avant par les acteurs politiques au Somaliland et par les défenseurs de ce dernier. Le Somaliland doit être abordé comme un nouvel État *de facto*, né de la guerre civile. L'expérience de la guerre a donné une impulsion à la sécession et à la construction étatique, et elle a façonné de façon décisive les dynamiques politiques complexes à l'œuvre depuis 1991. La guérilla et les épreuves successives ont posé les jalons de la formation étatique au centre du Somaliland, où résident les Isaaq qui ont fourni les rangs du SNM et qui constituent la majorité de la population du Somaliland. Le transfert pacifique du pouvoir par le SNM aux dirigeants civils, à Boorama en 1993, a ouvert la voie à la création du système de gouvernement hybride du Somaliland. Ce système a permis à cette entité politique de parcourir un long chemin. Il a aussi eu un coût pour les élites politiques et les autorités traditionnelles impliquées dans ce processus. Les hommes politiques ont dû s'accommoder des anciens, entendre leurs attentes et écouter les besoins des lignages et des clans qu'ils représentaient. Les autorités traditionnelles ont quant à elles été contraintes de s'impliquer dans la politique « nationale », notamment dans le conflit opposant le Somaliland et le Puntland. Ce faisant, elles ont perdu en légitimité aux yeux de la base.

Selon nous, la principale force motrice de la construction étatique *de facto* au Somaliland, particulièrement depuis la fin des années 1990, se trouve dans les innombrables pratiques quotidiennes et décisions de gens ordinaires qui ont abandonné les armes quand des tensions sont apparues, ont fait preuve de patience face à des dirigeants corrompus assoiffés de pouvoir, ont œuvré lentement mais sûrement aux transitions, ont fait face aux difficultés économiques causées par le manque de ressources et l'absence de reconnaissance, et se sont reposés sur l'auto-assistance et sur leurs proches à l'étranger plutôt que sur l'aide du gouvernement ou de la communauté internationale. Dans bien des cas, les transferts de fonds de la diaspora ont facilité la survie des familles en l'absence de travail et de services publics. L'argent de l'étranger a aussi été investi de manière croissante dans la reconstruction des infrastructures, ainsi que dans les affaires et les entreprises privées. Cela a engendré un développement modéré au Somaliland. Ces investissements ont contribué à la stabilité de l'entité politique du Somaliland et ont donné aux acteurs de la diaspora et à leurs homologues locaux (principalement des parents patrilinéaires) une voix au chapitre dans l'État émergent<sup>62</sup>.

Enfin, un certain nombre de facteurs extérieurs ont aidé la gestation du Somaliland. La faillite continue et l'état de guerre en Somalie, qui ont été

---

62. M. H. Ibrahim, « Somaliland's Investment in Peace: Analysing the Diaspora's Economic Engagement in Peace Building », *Diaspeace Working Paper*, n° 4, 2010, disponible sur <diaspeace.org>.

compliqués par les interventions internationales au cours des deux dernières décennies, ont contraint les gens au Somaliland à aller de l'avant. Le retour à une Somalie effondrée ne constitue plus une option après le succès des processus de paix et de démocratisation au Somaliland depuis 1991. L'établissement du Puntland au nord-est de la Somalie en 1998 a semblé menacer le Somaliland. Nous avons cependant montré ici que cette apparente menace pesant sur la formation étatique du Somaliland à long terme a en réalité contribué à sa stabilisation, du moins en son centre. Le Puntland joue en effet le rôle de cet « autrui significatif » contre lequel les Somalilandais qui veulent accéder à la reconnaissance internationale définissent leur identité. En s'engageant dans un conflit militaire avec le Puntland pour les territoires frontaliers, le Somaliland a finalement établi son contrôle sur des territoires jusque là restés périphériques et mal intégrés, ce qui pourrait constituer une première étape dans le sens du renforcement de l'État dans les régions contestées ■

Markus Virgil Hoehne

Max Planck Institute for Social Anthropology

Traduction : Raphaël Botiveau

### *Abstract*

#### **The de facto state of Somaliland**

*This article presents the de facto state formation of the Republic of Somaliland in the Horn of Africa that seceded from collapsing Somalia in May 1991, but still lacks international recognition. It highlights the relationship between everyday practices and decisions of local politicians, traditional authorities, members of the diaspora and ordinary people with their often unforeseeable consequences, to the ongoing state formation. It argues that Somaliland's formation is also shaped by 'external' factors such as the state failure and warring in Somalia, and the conflict with Puntland, a 'counter-polity' to Somaliland established in north-eastern Somalia in 1998. The case of Somaliland provides a good example for the complexities of processes of state formation in general. Its development from a war-torn polity into a viable state, albeit without international recognition, defies any teleological concepts of linear state formation or top-down approaches to state (re-)construction.*